

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS
uid-31-09.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Toulouse, le 3 avril 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2025

Contexte et constats

publié sur 
C2M AUROCHS INDUSTRIE
5 impasse du lac
31140 Aucamville

Références : 2025/151
Code AIOT : 0006802361

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 dans l'établissement C2M AUROCHS INDUSTRIE implanté 5 impasse du lac ZI de la plaine 31140 Aucamville.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- C2M AUROCHS INDUSTRIE
- 5 impasse du lac ZI de la plaine 31140 Aucamville
- Code AIOT : 0006802361 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société C2M Aurochs existe depuis 1982 et l'activité est exercée à cette adresse depuis 2000. 12 personnes sont employées sur le site. Le site est spécialisé dans la fabrication de solvants, principalement fluorés, et la régénération de solvants fluorés. Le site a également une gamme d'agents de nettoyage (systèmes lessiviels, solvants de type A3) et distribue (achat et revente) des fluides de spécialité de The Chemours Company. Le site possède une activité élastomères / silicone (fabrication destinée à la lubrification des bouchons de liège (acteur majeur au niveau national)).

Le site est constitué de 2 bâtiments voisins :

- au N° 3 : le bâtiment abrite le siège de la société ainsi que l'activité élastomères / silicone. L'activité n'est pas classable au titre de la réglementation des installations classées.
- au N°5 : le bâtiment abrite les activités de :

- régénération (par distillation et traitement physico-chimique) de solvants HFC, HFO, PFC, HFE, PFPE et HCFO (de l'ordre de 50 t/an),
- formulation de certains produits (concentrés lessiviels, solvants halogénés et non halogénés),
- petite activité de nettoyage/dégraissage de pièces notamment pour l'aéronautique (activité en suspens).

Les solvants halogénés traités sur le site ont trois types applications :

- le nettoyage de précision (aérospatial...),
- fluides vecteurs (mécanique de précision),
- fluides diélectriques notamment pour l'électronique de haute puissance.

Les déchets sont rendus au client une fois régénéré (prestation de service) ou rachetés au client qui n'en veut plus. L'exploitant les régénère et le revend ensuite.

Thèmes de l'inspection : AN25 PFAS TOP 99% | Déchets

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :

- soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
- soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
12	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/01/1994, article 5.6 et 5.9	Demande d'action corrective	3 Mois
13	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 17/01/1994, article 4	Demande d'action corrective	6 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative : 2770-1	Arrêté Préfectoral du 17/01/1994, article 1	
2	Situation administrative : 2790-1	Arrêté Préfectoral du 17/01/1994, article 1	
3	Situation administrative : 4802	Arrêté Préfectoral du 17/01/1994, article 1	
4	Situation administrative : 2564	Arrêté Préfectoral du 17/01/1994, article 1	
5	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	
6	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	
7	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	
8	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	
9	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	
10	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	

11	Réalisation des campagnes d'analyses des rejets atmosphériques en PFAS	Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 1&2	
----	--	---	--

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Situation administrative du site

Les activités du site n'ont pas évolué. Néanmoins, compte-tenu d'une évolution de la nomenclature, une mise à jour du classement du site est nécessaire. Après réception de précisions de l'exploitant, l'inspection proposera à M. le Préfet une lettre préfectorale de mise à jour du classement administratif.

Campagnes PFAS sur les rejets aqueux

L'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant du régime de l'autorisation prévoit la réalisation de 3 campagnes d'analyses sur les points de rejets aqueux des sites ICPE visés à l'exception des points de rejets des eaux pluviales non souillées.

Les effluents industriels du site sont stockés puis éliminés en tant que déchets dangereux. Il n'y a donc pas de rejet direct ou indirect dans le milieu naturel.

L'exploitant n'a pas réalisé de campagnes sur les effluents pluviaux de son site compte-tenu de l'absence de stockage en extérieur et l'absence d'évènement accidentel (de type déversement) sur des surfaces extérieures. L'argumentaire de l'exploitant est conforme à l'arrêté ministériel et à sa note d'application.

Le site n'est ainsi pas soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel susmentionné. Aucune non-conformité n'a ainsi été relevée sur cette thématique.

Bien que non soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel susmentionné, l'exploitant a fait procéder à des analyses de ces effluents industriels. Les résultats mettent en évidence des concentrations élevées en PFAS. Compte-tenu de l'activité du site et de la présence avérée de PFAS dans les produits et des déchets présents, il est demandé à l'exploitant d'effectuer des analyses sur les eaux pluviales afin de vérifier l'absence de rejets PFAS au milieu naturel via ces effluents et des analyses de la qualité des eaux souterraines.

Campagnes PFAS sur les rejets atmosphériques

L'entreprise C2M AUROCHS INDUSTRIE est autorisée au titre de la rubrique 2770 et est donc concernée par l'arrêté ministériel du 31 octobre 2024 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les émissions atmosphériques des installations d'incinération, de co-incinération et d'autres traitements thermiques de déchets. L'installation de distillation de l'entreprise C2M AUROCHS INDUSTRIE n'a pas de rejet canalisé (équipement fermé lors des opérations). Le site n'est ainsi pas soumis aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel et n'a pas à conduire un prélèvement et des analyses de ses rejets atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative: 2770-1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/1994, article 1

Thème(s) : Situation administrative Situation administrative: 2770-1

Prescription contrôlée :

La société AUROCH INDUSTRIE sise ZI de la plaine à Aucamville est autorisée, sous réserve de l'observation des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter à Aucamville à la même adresse, une installation de régénération de solvants usagés. Les diverses installations de cet établissement, rentrant dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont les suivantes :

APC du 20/04/2018

[...]

2770-1 : Installation de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R.511-10 à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2793.

1. Déchets destinés à être traités contenant des substances ou mélange dangereux mentionnés à l'article R511-10

Activité : Régénération par distillation de déchets liquides contenant des molécules fluorées (HFC, HFE, HFO, PFC et PFPE - Capacité maximale de traitement 10 t/j

Autres substances pouvant être présentes en mélange dans les déchets : substances non halogénées (alcools, cétones, éthers, esters..., 1,2 trans-dichloroéthylène, autres hydrocarbures.

Exclusion : régénération de déchets contenant du dichlorométhane, du CFC113 et du HCFC141b.

Constats :

L'exploitant indique que l'activité de distillation du site n'a pas été modifiée (pas de modification des équipements et des capacités de traitement). Le volume traité est d'environ 2t/j. L'exploitant indique que la température de distillation est au maximum de 70°C compte-tenu des produits traités.

La note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets précise que les installations de traitement thermique visées par la rubrique 2770 sont notamment les installations traitant les déchets à une température supérieure à 180°C.

L'inspection considère que la distillation réalisée sur le site actuellement ne relève pas de la rubrique 2770 étant donné la faible température. La distillation de ces déchets est un traitement physico-chimique relevant de la 2790.

Par ailleurs, l'exploitant signale qu'il reçoit et traite toujours des déchets contenant du CFC113. Pour le traitement de ces déchets, une distillation préalable est réalisée pour supprimer d'autres types de polluants puis la mise en œuvre d'un traitement physico-chimique permet d'éliminer le CFC113 du produit régénéré. Le CFC113 est ensuite envoyé en élimination de déchets dangereux (pas de remise en circulation).

L'inspection n'a pas vérifié les volumes d'activité déclarés par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte-tenu des échanges lors de la visite, il est demandé à l'exploitant de préciser s'il souhaite conserver ou non son autorisation pour la rubrique 2770. L'inspection proposera ensuite à M. le préfet

une lettre préfectorale pour acter la mise à jour du classement administratif du site.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/1994, article 1

Thème(s) : Situation administrative Situation administrative: 2790-1

Prescription contrôlée :

La société AUROCH INDUSTRIE sise ZI de la plaine à Aucamville est autorisée, sous réserve de l'observation des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter à Aucamville à la même adresse, une installation de régénération de solvants usagés. Les diverses installations de cet établissement, rentrant dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont les suivantes :

APC du 20/04/2018

[...]

2790-1 : Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795

Activité : Traitement physico-chimique, autre que la distillation, de déchets liquides contenant des molécules fluorées (HFC, HFE, HFO, PFC et PFPE).

Autres substances pouvant être présentes en mélange dans les déchets : substances non halogénées (alcools, cétones, éthers, esters..., 1,2 trans-dichloroéthylène, autres hydrocarbures.

Exclusion : traitement physico-chimique autre que la distillation de déchets contenant du dichlorométhane, du CFC113 et du HCFC141b.

Capacité maximale de traitement : 10t/j

Quantité de déchets traités : 400 t/an

Constats :

L'exploitant indique que l'activité de traitement physico-chimique n'a pas été modifiée notablement récemment. Le volume traité indiqué par l'exploitant est au maximum de 6 t/j avec une quantité de déchets traités annuelle bien inférieure à 400 t.

Comme indiqué au point de contrôle n°1, des déchets contenant du CFC113 sont traités mais la substance est éliminée du déchet puis envoyée en élimination de déchets dangereux.

L'inspection n'a pas vérifié les volumes d'activité déclarés par l'exploitant.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/1994, article 1

Thème(s) : Situation administrative Situation administrative:4802

Prescription contrôlée :

La société AUROCH INDUSTRIE sise ZI de la plaine à Aucamville est autorisée, sous réserve de l'observation des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter à Aucamville à la même adresse, une installation de régénération de solvants usagés. Les diverses installations de cet établissement, rentrant dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont les suivantes :

APC du 20/04/2018

[...]

4802- Gaz à effet de serre fluorés

1. Fabrication, conditionnement et emploi autre que ceux mentionnés au 2 [...]

Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :

a. Supérieur 800 L

Activité :

- Formulation (mélange) de fluides neufs, purifiés ou régénérés contenant des GES fluorés
- Conditionnement de fluides neufs purifiés ou régénérés contenant des GES fluorés
- purification par traitement physico-chimique de fluides neufs contenant des GES fluorés.

Volume total des équipements : 22 800L

b. Supérieur à 80L et inf à 800L

Activité : Mise en solution de polymères fluorés avec des solvants fluorés contenant des GES

Volume total des équipements de mise en solution : 450L

3. Stockage de fluide vierges, recyclés ou régénérés à l'exception du stockage temporaire

1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité présente dans l'installation étant

b. Supérieure à 1t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400L

Activité : Stockage en fûts (principalement de 200L) ou bidons (principalement de volume égal au plus à 30L) de fluides neufs, purifiés, régénérés ou en mélanges contenant des GES fluorés.

Qté totale de fluide stockés : 110 t

Neufs (purs ou en mélange) : 60 t

Régénérés (purs ou en mélange) : 30 t

Purifiés (purs ou en mélange) : 20t

Stockage de polymères fluorés en solution avec des solvants fluorés contenant des GES.

Qté totale de polymères stockés : 100kg

a. En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400L

Activité : Stockage de fluides neufs, purifiés, régénérés ou en mélange contenant des GES fluorés

Qté totale de fluides stockés : 75 t

- neufs (purs ou en mélange) : 25 t

- régénérés (purs ou en mélange) : 25 t

- purifiés : (purs ou en mélange) : 25 t

Constats :

La nomenclature des ICPE a été modifiée le 22 octobre 2018 pour que les gaz à effet de serre fluorés

classés n'échappent pas aux prescriptions spécifiques lorsqu'ils sont également inflammables : la rubrique 4802 devient la rubrique 1185.

Le site est donc par antériorité soumis à la rubrique 1185-1-a et b, 1185-3 a et b.

L'inspection rappelle ainsi à l'exploitant qu'il est soumis notamment aux dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 4 août 2014. Cet arrêté est bien référencé dans la veille réglementaire de l'exploitant.

L'exploitant indique avoir fait l'acquisition de 3 cuves de 1000L supplémentaires. Le volume total des équipements est donc de 25800L (22800+3000 L).

L'inspection n'a pas effectué lors de la visite d'inspection un contrôle des volumes stockés.

Compte-tenu de l'évolution de la nomenclature, l'inspection proposera à M. le Préfet une lettre préfectorale pour acter la mise à jour du classement administratif du site.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : Situation administrative: 2564**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/01/1994, article 1**Thème(s) :** Situation administrative Situation administrative: 2564**Prescription contrôlée :**

La société AUROCH INDUSTRIE sise ZI de la plaine à Aucamville est autorisée, sous réserve de l'observation des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter à Aucamville à la même adresse, une installation de régénération de solvants usagés. Les diverses installations de cet établissement, rentrant dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont les suivantes :

APC du 20/04/2018

[...]

2564 A.2 Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques :

A. Pour les liquides organohalogénés ou des solvants organiques volatiles, le volume des cuves de traitement étant :

2. sup à 200 L mais inf à 1500L

Activité : Nettoyage, dégraissage, décapage de pièces par l'emploi de liquides organohalogénés ou de solvants organiques contenant des GES fluorés.

Volume équivalent des cuves de traitement : 1370 L (cuves de 170, 800 et 2*200 L)

Constats :

L'exploitant déclare qu'une des cuves, celle de 170 L, a été supprimée. L'activité de nettoyage, dégraissage, décapage n'est actuellement pas réalisée (pas de demandes client) mais reste dans la gamme de prestations proposées par l'exploitant.

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Sans suite**Proposition de suites :**

N° 5 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025 PFAS – campagnes rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

L'exploitant a établi sérieusement la liste des PFAS susceptibles d'être présents dans son installation. L'inspection a pu consulter la liste lors de la visite.

L'exploitant a étudié la présence de PFAS dans :

- les gaz frigorifiques et les groupes froids (8 substances identifiées avec des points d'ébullition très faibles ($\approx -40^{\circ}\text{C}$)),
- les solvants (12 substances identifiées)
- les tensioactifs (2 substances dont le 6:2 FTOH listé à l'AM du 20/06/2023)
- dans les mousses anti-incendie.

L'exploitant a également conduit un travail afin d'essayer de déterminer les produits de dégradation possibles.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 6 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2025 PFAS – campagnes rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

Les eaux usées du site (hors eau de vannes) sont stockées dans des IBC pour ensuite être envoyées en élimination (cf point de contrôle n°12). Il n'y a donc pas de rejets aqueux directs ou indirects au milieu naturel. Néanmoins, l'exploitant a réalisé 3 campagnes sur les eaux usées industrielles en août, septembre et octobre 2023. Les campagnes ont été conduites sur les rejets d'eaux usées du laboratoire et de la production. Les 28 PFAS listées à l'AM ont été analysées ainsi que l'AOF. Il y a donc en tout 6 résultats d'analyses : 3 pour les eaux usées du laboratoire et 3 pour les eaux usées de la production.

Les résultats mettent en évidence la présence de PFAS dans des concentrations importantes. Les concentrations mesurées pour la somme des 28 PFAS analysées sont comprises entre 17,5 et 58836 µg/L. Les PFAS quantifiées sont le PFBA, PFPA, PFHxA, PFOA, HFPO - DA, 6:2 FTOH, PFHpA, PFBS et PFHxS.

Les concentrations en AOF mesurées sont comprises entre 12,2 et 10 100 µg/L. Trois des six concentrations en AOF mesurées semblent aberrantes avec une concentration en AOF mesurée plus faible que la concentration en AOF théorique calculée à partir des concentrations en PFAS quantifiées. Il convient de noter que les concentrations en AOF aberrantes ont été mesurées sur les effluents les plus chargés (saturation du charbon actif probable). La présence de PFAS non quantifiées ou non analysées est possible compte-tenu d'un résultat en AOF mais à interpréter avec prudence compte-tenu de la nature des effluents.

L'exploitant n'a pas réalisé de campagnes sur les effluents pluviaux de son site compte-tenu de l'absence de stockage en extérieur et l'absence d'évènement accidentel (de type déversement) sur des surfaces extérieures. L'argumentaire de l'exploitant est conforme à l'arrêté ministériel et à sa note d'application.

Néanmoins, compte-tenu de l'activité du site et de la présence avérée de PFAS dans les produits et déchets présents, l'inspection estime qu'il est nécessaire de conduire des campagnes sur les effluents pluviaux pour vérifier l'absence de rejet au milieu naturel de PFAS via ce type d'effluents.

De même, en raison des résultats des analyses conduites, la surveillance des eaux souterraines apparaît souhaitable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- **conduire trois campagnes d'analyses sur les rejets pluviaux de son site. Ces campagnes portent sur l'ensemble des PFAS listées à l'arrêté ministériel du 20/06/2023 ainsi que sur les substances identifiées par l'exploitant dans la liste établie conformément à l'article 2 du même arrêté.**
L'exploitant justifiera le cas échéant, l'impossibilité d'analyser certaines substances (hors 28

listées à l'arrêté ministériel) par le refus (mail ou courrier) d'au moins deux laboratoires réputés compétents. Les campagnes d'analyses devront permettre une évaluation du flux émis (mesure débit ou estimation).

- conduire deux campagnes d'analyse de la qualité des eaux souterraines portant sur les PFAS (une campagne en hautes eaux et une campagne en basses eaux). Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant s'assure par tous les moyens utiles que ses activités ne sont pas à l'origine de la pollution constatée et définit le cas échéant les mesures à mettre en œuvre.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 7 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2025 PFAS – campagnes rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

L'exploitant indique que les prélèvements ont été effectués par *les préleveurs indépendants* et les analyses par le laboratoire CARSO. Le laboratoire de CARSO - Vénissieux est accrédité. Cependant, la consultation des bulletins d'analyses par l'inspection met en évidence que les analyses n'ont pas été rendues sous accréditation.

Pour rappel, les analyses conduites ont été effectuées sur des effluents non rejetés mais éliminés en déchets dangereux et ne rentrent pas dans le cadre des dispositions de l'arrêté ministériel du 20/06/2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour les analyses sur les eaux pluviales à conduire (cf point de contrôle n°6), il est demandé à l'exploitant de choisir des prestataires (préleveur et laboratoire) agréés ou accrédités COFRAC.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 8 : Exigences pour le prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2025 PFAS – campagnes rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

Constats :

L'exploitant indique que ses productions ne sont pas continues, ni régulières. Les analyses sur les effluents aqueux industriels ont été conduites sur un prélèvement effectué sur l'IBC qui collecte ces effluents. Les trois analyses ont été conduites sur 3 IBC différents. Les échantillons sont donc représentatifs de plusieurs jours de production.

Pour rappel, les analyses conduites ont été effectuées sur des effluents non rejetés mais éliminés en déchets dangereux.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 9 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2025 PFAS – campagnes rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

Constats :

Les limites de quantification ont été respectées sur les analyses effectuées sur les effluents aqueux industriels.

Pour rappel, les analyses conduites ont été effectuées sur des effluents non rejetés mais éliminés en déchets dangereux.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 10 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2025 PFAS – campagnes rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

L'exploitant, en accord avec l'inspection, n'a pas saisi les résultats des analyses conduites dans l'application GIDAF. Les effluents analysés sont éliminés en installation de traitement de déchets dangereux, il n'y a donc pas de rejets aqueux direct ou indirect au milieu naturel.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 11 : Réalisation des campagnes d'analyses des rejets atmosphériques en PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 1&2

Thème(s) : Actions nationales 2025 PFAS – campagnes rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Art 1

I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 2770, 2771, 2971, 3520.

II. - Pour l'application du présent arrêté, les définitions suivantes sont retenues :

- les notions d'installation d'incinération et d'installation de co-incinération sont telles que définies aux articles 2 des arrêtés du 20 septembre 2002 susvisés ;
- la notion d'installation de co-incinération des CSR est telle que définie à l'article 1er de l'arrêté du 23 mai 2016 susvisé ;
- la notion de substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) est telle que définie à l'article 1er de l'arrêté du 20 juin 2023 susvisé ;
- on entend par « émission atmosphérique canalisée » le rejet gazeux final issu de l'activité industrielle du site, rejeté directement ou indirectement dans l'air par tout type de conduite, canalisation, cheminée, etc.

Art 2

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er fait réaliser une campagne de prélèvements et d'analyses des substances listées au présent article sur chaque point d'émission atmosphérique canalisée résultant du traitement thermique de déchets de l'installation.

Cette campagne porte sur :

- 1° Le prélèvement et l'analyse de chacune des substances PFAS listées à l'annexe I au présent arrêté ;
- 2° La mesure du fluorure d'hydrogène (HF) ;
- 3° La mesure des principaux paramètres périphériques associés : débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau.

Constats :

Les équipements de distillation n'ont pas de rejets canalisés compte-tenu du principe même de fonctionnement. L'équipement est fermé lors des phases de fonctionnement et les distillats sont recueillis. Les émissions atmosphériques de ces équipements sont des émissions diffuses lors du chargement et du déchargement de l'équipement. L'exploitant n'est donc pas soumis aux dispositions de l'article 2 et n'a pas à conduire une analyse en PFAS des émissions atmosphériques de ces installations de distillation.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/1994, article 5.6 et 5.9

Thème(s) : Risques chroniques Déchets

Prescription contrôlée :

5.6 :

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 et L541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

[...]

5.9 :

L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. [...]

L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Constats :

L'inspection a demandé à consulter les bordereaux de suivi de déchets associés aux déchets des effluents aqueux industriels. Ces déchets sont saisis avec le code déchet 07 01 01*. Les bordereaux sont complets et signés. L'opération de traitement indiquée est D13 : « Regroupement ou mélange préalablement à l'une des opérations numérotées D 1 à D 12 » avec rupture de traçabilité. L'exploitant ne connaît ainsi pas l'installation finale de traitement. L'entreprise qui reprend les déchets est dûment autorisée y compris pour effectuer des ruptures de traçabilité. L'exploitant n'est ainsi pas tenu de connaître l'installation de traitement finale.

L'exploitant déclare ne plus avoir effectué d'envoi de ce type de déchets depuis plusieurs mois, son prestataire refusant leur prise en charge étant donné la présence de PFAS. Les déchets sont stockés en attente sur le site. L'inspection indique à l'exploitant de prendre contact soit via son prestataire soit en direct avec des installations de traitement thermique de déchets dangereux pour le traitement de ce type de déchets.


L'exploitant tient à jour un registre chronologique "papier" des déchets sortants qui n'est pas complet, il ne reprend pas l'ensemble des éléments définis par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu du registre. L'exploitant a indiqué qu'il pouvait extraire le registre via trackdéchets avec toutes les informations nécessaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Malgré la conformité des bordereaux de suivi de déchets dangereux, il est demandé à l'exploitant de se renseigner auprès de son prestataire pour connaître la destination finale de ces déchets.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de faire évacuer les déchets présents sur le site dans une filière de traitement dûment autorisée et de transmettre à l'inspection les justificatifs (bordereaux de suivi de déchets dangereux).

L'exploitant doit transmettre à l'inspection le registre de suivi des déchets sortants et entrants et s'assurer de sa complétude.

Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Demande d'action corrective	
Proposition de délais :	3	Mois

N° 13 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/1994, article 4

Thème(s) : Risques chroniques Modification des installations

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

L'exploitant indique avoir mis en place en 2024 sur certains postes de travail des aspirations avec un traitement de l'air par charbon actif. De nouveaux points d'aspiration sont envisagés en 2025.

Il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du Préfet, les modifications de ces installations en précisant les caractéristiques des ouvrages de rejets créés et en proposant un suivi adapté aux enjeux.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 Mois